

Résister au quotidien

Ce dossier est une façon concrète d'aborder l'histoire des résistants en étudiant les conditions matérielles de leurs engagements et les changements de comportements que cela induisait pour eux.

La vie quotidienne des résistants

Par Fabrice Grenard

L'engagement résistant sous l'Occupation allemande a eu des conséquences importantes sur la vie de ceux qui, en faisant le choix de résister, devaient accepter de vivre dans l'illégalité. La crainte que leurs activités ne soient découvertes, que la police française ou allemande ne viennent les arrêter, amenèrent les résistants à changer leurs habitudes quotidiennes et à s'entourer de précautions nouvelles. Mais contrairement à certains stéréotypes qui ont pu s'imposer dans la mémoire collective, tous les résistants n'ont pas connu l'expérience de la clandestinité ni abandonné du jour au lendemain leur famille et leur profession pour se livrer à leurs activités dissidentes. En réalité, la vie quotidienne des résistants a pu connaître des formes très diverses, variant considérablement selon les situations et les périodes ⁽¹⁾.

Les premières actions résistantes n'entraînent pas un basculement immédiat dans la clandestinité

Les « pionniers » de la Résistance, dont l'engagement se développe dès les premiers mois de l'Occupation allemande, entre l'été 1940 et le début 1941, font le choix de la transgression et de l'illégalité, en refusant les conditions de l'armistice. Ils ne plongent toutefois pas forcément dans la clandestinité et leur existence matérielle et quotidienne ne se trouve donc pas toujours transformée par leur engagement. Les premiers résistants sont d'ailleurs souvent des personnes bien insérées socialement, dont les professions et le statut (écrivains, universitaires, officiers, représentants de commerce...) ne les préparaient nullement à une vie clandestine. Le plus souvent, ils développent même leurs activités résistantes (réunions, fabrications de tracts puis de journaux clandestins) sur leur lieu de travail. L'absence d'organisation structurée au cours de cette période où il fallait tout inventer ne permettait d'ailleurs pas aux premiers résistants de bénéficier de l'aide et de la prise en charge nécessaire à une vie clandestine. Conserver sa profession, son adresse, son identité (indispensable pour recevoir des cartes d'alimentation par exemple) était la seule façon de développer des activités résistantes tout en possédant une couverture efficace et la possibilité de continuer à subvenir à ses besoins. Le petit groupe qui se forme dès l'été 1940 au musée de l'Homme autour de la bibliothécaire Yvonne



Photo Robert Doisneau, Ateliers Robert Doisneau

Échange de documents entre deux résistants.

Même si cette photographie, prise par Robert Doisneau est une reconstitution, elle illustre parfaitement l'atmosphère et la tension permanente dans laquelle vivaient les résistants au cours de leurs activités quotidiennes.

Oddon et de deux linguistes fraîchement naturalisés, Boris Vildé (voir p.VIII) et Anatole Lewitsky, tire ses premiers tracts et la première édition du journal *Résistance* sur une ronéo qui se trouve dans une cave du palais de Chaillot. Certains des fondateurs des premiers mouvements tentent de tirer parti des avantages que leur offre leur profession pour faciliter leurs déplacements et étendre les contacts leur permettant de développer leur organisation. À l'automne 1940, le capitaine Henri Frenay, en poste à la garnison de Marseille, trouve dans son entourage d'officiers les premières recrues du Mouvement de Libération nationale qu'il vient de fonder, sans jamais cacher son identité ni la teneur de ses activités. Évoquant dans ses mémoires cette période particulière de la naissance de son mouvement, Frenay confessera avoir « travaillé imprudemment », ne mesurant pas toujours les risques qu'il prenait et la possibilité d'être arrêté⁽²⁾. Professeur de droit à l'université de Lyon, François de Menthon (voir p.VIII) profite de ses relations professionnelles et de ses déplacements dans différentes universités de la

SOMMAIRE

- La vie quotidienne des résistants..... p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La vie de ceux qui aident le maquis p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les règles de sécurité dans la clandestinité p. VII
Par Fabrice Grenard
- Devenir résistant en zone Nord et en zone Sud en 1940-1941 p. VIII
Par Fabrice Grenard

zone Sud pour recruter les responsables régionaux du mouvement Liberté qu'il fonde à Annecy à la fin de l'année 1940. Ingénieur commercial dans une entreprise de tissage, Jean-Pierre Levy se déplace régulièrement, ce qui lui permet de diffuser le journal *Le Franc-Tireur*, créé à Lyon, dans de nombreuses villes de la zone Sud, où chaque passage est l'occasion de tisser un réseau.

Les communistes, rompus à la clandestinité

Les premiers à faire l'expérience d'une clandestinité totale sont les militants communistes. Actifs dès l'automne 1940, ils diffusent des tracts et des publications clandestines dénonçant le régime de Vichy et l'exploitation de la France par l'Allemagne mais refusent depuis la signature du pacte germano-soviétique la logique d'une guerre qualifiée « d'impérialiste », ce qui empêche de les ranger, jusqu'au tournant du printemps 1941, dans la même catégorie que les premières organisations résistantes.

Ce basculement immédiat dans la clandestinité s'explique par la nature révolutionnaire d'un parti ayant toujours développé, depuis sa création en 1921, des activités clandestines derrière sa façade légale et par le fait qu'il fasse l'objet d'une répression intense depuis son interdiction par le gouvernement Daladier en septembre 1939. Recherchés, les cadres du PCF qui ont pu échapper aux arrestations, basculent dès la drôle de guerre dans la clandestinité, profitant des planques mises à disposition par une organisation qui a développé des structures parallèles au cas où elle serait interdite. Fin août 1939, avant même que le parti ne soit interdit, des cadres locaux comme Georges Guingouin en Haute-Vienne, ont pris soin de détruire les listes de militants et de cacher leur matériel d'imprimerie, avant de rejoindre l'armée, où ils étaient mobilisés⁽³⁾. Les semaines qui suivent la défaite constituent une période ambiguë, marquée par une stratégie legaliste de la direction du PCF visant notamment à obtenir la reparution de *L'Humanité*, mais qui aura pour conséquences de déclencher une

Chirographe utilisé pour sécuriser des prises de contacts entre résistants. Ce billet de 10 francs coupé en deux de façon caractéristique permet par le rapprochement des deux parties d'identifier à coup sûr un « rendez-vous » que l'on ne connaît pas de vue. L'inscription portée sur le filigrane blanc rappelle la dureté de la répression qui s'abat sur les résistants « Il n'est pas revenu, abattu par les Fritz ».

grande vague d'arrestations touchant d'anciens élus et responsables syndicaux ayant cru pouvoir manifester à visages découverts. La reconstruction du parti dans la clandestinité à partir de l'automne 1940 s'accompagne de règles très strictes afin de préserver au maximum la sécurité de l'organisation. À la base, chaque militant ne peut connaître que deux autres membres du parti clandestin afin de cloisonner au maximum et d'éviter qu'une arrestation n'en entraîne d'autres en cascade⁽⁴⁾. Lorsque cela est possible, le parti demande à ses militants de tout faire pour rester des « légaux » afin de ne pas avoir à les prendre en charge. Cela permettait également de couvrir leurs activités de propagande (fabrications et distributions de tracts, diffusion de *L'Humanité* clandestine) derrière une vie quotidienne normale afin de ne pas attirer l'attention des services de police. Connus pour leurs activités avant-guerre et souvent activement recherchés, la plupart des cadres régionaux et nationaux en revanche deviennent des clandestins avec l'aide du parti qui, grâce à l'argent collecté auprès des militants, possède des ressources financières et peut fournir des faux papiers et des hébergements. Ils adoptent pour leur rendez-vous et leur correspondance des systèmes de codes qui leur permettent de déjouer les filatures, les tentatives d'infiltration, le contrôle des correspondances écrites et téléphoniques par les services de Vichy.

La nécessité de déjouer les pièges de la répression amène les résistants à s'entourer de précautions nouvelles

Les résistants non communistes ne s'entourent pas de toutes ces précautions de sécurité au cours des premiers mois de l'Occupation, pas forcément par imprudence, mais surtout parce qu'ils n'y sont pas préparés. Ils tombent dans ces conditions plus facilement dans les pièges tendus par la répression, surtout lorsqu'il s'agit de ceux de la police allemande en zone occupée. Au début de l'année 1941, à la suite de la trahison d'un agent allemand qui a réussi à infiltrer l'organisation, une série d'arrestations touche le groupe du musée de l'Homme ainsi que différents noyaux qui étaient en contact avec lui, démontrant qu'aucune règle de cloisonnement n'était appliquée. Yvonne Oddon et Anatole Lewitsky sont interpellés sur leur lieu de travail, au palais de Chaillot, le 12 février 1941. Boris Vildé est arrêté le 26 mars 1941 à Paris. Ne tenant pas suffisamment compte de l'état qui se resserrait autour de lui, le linguiste venait de rentrer de zone Sud, sans prendre les précautions nécessaires⁽⁵⁾.

Faute de règles de sécurité suffisantes pour parvenir à déjouer la répression, la plupart des organisations qui se développent en zone Nord au cours de la première année de l'Occupation connaissent le même sort que celle du musée de l'Homme : les différentes tentatives de création de journaux clandestins à la fin 1940 et au début 1941 sont presque toutes mort-nées du fait de l'arrestation de leurs auteurs. En zone Sud, en revanche, hors d'atteinte de l'occupant jusqu'en novembre 1942 et où la répression de Vichy se concentre surtout sur les milieux communistes, la survie des premiers groupes de résistant apparaît plus longue.

Sous le double effet d'une répression qui oblige à faire preuve d'une prudence accrue mais aussi d'une évolution importante des organisations résistantes qui commencent à se structurer et à se doter de moyens dont elles étaient dépourvues jusqu'alors, le quotidien des résistants se modifie progressivement en 1941-1942 avec l'adoption de règles et de comportements caractéristiques de la clandestinité. Plus les risques entrepris sont grands, plus ces précautions doivent être importantes, surtout dans les territoires où la répression allemande est la plus forte (zone interdite, zone occupée). Les communications et rendez-vous s'accompagnent de précautions nouvelles, avec une séparation croissante, qui n'existent pas forcément au départ, entre les activités illégales et ce qui relève de la vie normale. La correspondance s'effectue par l'intermédiaire de messages codés déposés dans des « boîtes aux lettres » correspondant à des adresses fictives pour ne pas compromettre les destinataires. Les résistants ne se réunissent plus sur leur lieu de travail ou à leur domicile, devenus trop dangereux, mais dans des endroits souvent tenus secrets jusqu'au dernier moment. Ces lieux ne sont pas forcément isolés et coupés du monde car tout rassemblement dans ce genre d'endroit, s'il est repéré, est susceptible d'attirer l'attention. Le colonel Rémy a souvent expliqué qu'il ne s'était jamais senti autant en sécurité que lorsqu'il se trouvait dans des restaurants de marché noir fréquentés par les Allemands et donc peu susceptibles de faire l'objet d'un contrôle inopiné⁽⁶⁾.

La clandestinité et ses conséquences

Basculant dans la clandestinité totale en mars 1941 pour échapper aux recherches le concernant, Henri Frenay a témoigné dans ses mémoires des conséquences de cette vie nouvelle et de ce qu'elle impliquait. Ayant travaillé au cours de sa carrière militaire au sein du Deuxième bureau et disposant

donc d'une formation particulière, que n'ont pas la plupart des résistants, il est bien placé pour connaître les règles nécessaires pour une vie clandestine. Grâce à un héritage reçu de son père (50 000 francs) et quelques sommes recueillies auprès d'entrepreneurs sollicités pour aider son mouvement naissant, il dispose de ressources financières, condition indispensable pour devenir clandestin. Frenay adopte comme première fausse identité « Henri Francen », un choix qui lui est venu après avoir vu un film dans lequel jouait l'acteur Victor Francen et qui lui permettait de garder les initiales HF brodées sur une grande partie de son linge. Il lui faut toutefois renouveler très souvent les noms d'emprunt, pour mieux brouiller les pistes. Après Francen, il devient ainsi successivement Molin, Maurin, Tavernier, Gervais, Charvet, Lefebvre... Frenay choisit pour lieux d'hébergement des endroits situés dans l'Ain (Villieu) ou la Saône-et-Loire (Charmay-lès-Mâcon) pour rester proche de Lyon tout en profitant d'un cadre de vie plus discret, se faisant passer pour un professeur en convalescence vis-à-vis du voisinage. Lorsqu'il se rend à Lyon en train, Frenay ne descend jamais à la gare Perrache, où la possibilité d'être contrôlé était plus grande, mais deux ou trois stations avant le terminus. À chacun de ses déplacements, il prend garde de ne pas être suivi. Afin de transformer sa silhouette, Frenay change régulièrement de chapeau et de manteau.

Musée de l'ordre de la Libération/Photo Mikael Aguirre

Le corps creux d'un crayon à papier fourni par les Britanniques à François Delimal lui permet de cacher des messages lors de ses missions en France.

Il modifie sa coiffure, porte parfois la moustache, utilise des lunettes avec différentes montures⁽⁷⁾.

Cette expérience de la clandestinité est souvent difficile à supporter pour ceux qui y sont contraints. Elle implique de couper toutes relations familiales et amicales, obligeant à une vie solitaire et quelque peu oppressante. Elle suppose de ne plus avoir d'adresse fixe. Le quotidien des clandestins se caractérise par une angoisse omniprésente, susceptible de se transformer en véritable schizophrénie. Le moindre bruit, la vue d'une personne suspecte, un retard à un rendez-vous peuvent déclencher la peur d'être arrêté. Tout ce qui a trait à l'approvisionnement quotidien se révèle compliqué pour des clandestins obligés de se cacher dans un milieu urbain où les restrictions sont dures. Il faut pouvoir se fournir en fausses cartes d'alimentation et faux tickets de rationnement ou s'adresser au marché noir, avec le risque constant que l'arrestation de trafiquants par la police économique ne permette ensuite aux enquêteurs de remonter jusqu'à leurs clients. La moindre petite erreur figurant sur les faux papiers peut s'avérer dramatique en cas de contrôle d'identité. Lorsque Jacques Bingen est arrêté par la Gestapo le 13 mai 1944 à Clermont-Ferrand, celle-ci ne découvre dans un premier temps rien de compromettant en le fouillant. Mais c'est le fait que sa carte d'identité et sa carte d'alimentation ne portent pas le même lieu de naissance qui fait

prendre conscience aux policiers allemands qu'ils sont certainement en présence d'un individu suspect⁽⁶⁾.

Ce basculement dans la clandestinité totale n'intervient toutefois que comme dernier recours, lorsque la situation des résistants activement recherchés n'est plus tenable. Ceux qui ne sont pas encore « grillés » et peuvent continuer à conserver un métier et une certaine légalité doivent le faire. Certains chefs de mouvements ne finissent par gagner la clandestinité qu'assez tardivement au regard de la précocité de leur engagement, comme le montre les exemples de François de Menthon (au printemps 1942) ou Edmond Michelet (au début de 1943).

Il est en revanche une catégorie de résistants pour lesquels l'expérience de la clandestinité apparaît indissociable de leur mission : les agents de la France libre envoyés sur le sol métropolitain. Ne pouvant s'appuyer que sur quelques contacts à leur arrivée en France, recherchés par les services de contre-espionnage allemand, susceptibles d'être trahis à tout moment par leur entourage ou par des documents compromettants qu'ils transportent avec eux, les agents de la France libre n'ont qu'une espérance de vie très limitée sur le sol français. Les équipes envoyées depuis Londres se composent en général de trois personnes : un chef de mission, un agent de liaison et un opérateur radio, qui permet de communiquer régulièrement avec l'Angleterre. Ces opérateurs radios figurent parmi les personnes les plus exposées dès lors que leur matériel est repérable et que chacune de leurs émissions risque d'être repérée par les services du contre-espionnage allemand. Cette situation particulière explique la tension permanente à laquelle doivent faire face les opérateurs radios, dont le moindre relâchement constitue un danger pour l'ensemble des membres de la mission à laquelle ils appartiennent. C'est souvent après avoir arrêté et retourné un opérateur radio que les Allemands parviennent à remonter la filière menant à leur chef, comme le montrent l'arrestation à Nantes le 21 janvier 1941 d'Honoré d'Estienne d'Orves, trahi par son radio Gaessler, ou celle à Ajaccio le 18 mars 1943 de Fred Scamaroni, dont le radio, Jean-Baptiste Hellier, avait été repéré par l'OVRA, la police politique italienne. Lorsque les services secrets britanniques, notamment le *Special Operations executive* (SOE), commencent à parachuter leurs propres missions sur le sol français, à partir de 1941-1942, où que des missions interalliées sont envoyées en France en 1944, se pose également la question de la survie dans la clandestinité de personnes étrangères facilement repérables par leur accent ou leur allure physique (voir p.VII).

Résister derrière une couverture légale

La plupart des résistants, notamment ceux qui agissent à la base, n'ont jamais basculé dans une vie clandestine totale et sont restés des « légaux » dès lors qu'ils n'étaient pas « grillés ». C'est le cas notamment de tous ceux qui étaient mobilisés de façon ponctuelle par leur organisation et reprenaient leur activité normale une fois la mission réalisée : les agents de liaison, diffuseurs de tracts et de journaux clandestins, et même les membres des premiers corps francs chargés d'opérer des actions de sabotage, qui retournent à leur travail quotidien après avoir été mobilisés par leurs supérieurs pour participer à une action commando.

Les mouvements et réseaux de Résistance, y compris lorsqu'ils commencent à se développer en 1941-1942, n'ont jamais eu les moyens de prendre en charge un nombre trop important de clandestins. En continuant d'exercer une vie à première vue normale, les résistants bénéficiaient d'une couverture pour exercer en parallèle leurs activités illégales. Dans le cas de certaines professions qui offraient un positionnement stratégique (dans l'administration, les postes, certains secteurs économiques, voire la police et la gendarmerie), cela permettait à la Résistance d'avoir des réseaux de renseignements efficaces ou de saboter en interne la politique de collaboration. Derrière cette façade légale, le quotidien de ces résistants n'en reste pas moins transformé, même si les changements sont moindres au regard de celui qui bascule dans une clandestinité totale. Mais chacun vit dans la crainte que ses activités ne soient découvertes et doit suivre des précautions de bases comme éviter de trop parler avec des inconnus, cacher toute trace susceptible de révéler une action résistante, ne pas exprimer en public ses opinions. Les délations sont très nombreuses sous l'Occupation et un fait des plus anodins (recevoir du monde tard le soir, se montrer trop secret, avoir des paroles désobligeantes à l'égard de Pétain ou des Allemands) peut donner lieu



Coll. famille Jean-Pierre Levy.

Fausse carte d'identité utilisées par Jean-Pierre Levy, chef du mouvement Franc-Tireur.

Le passage dans la clandestinité d'un résistant nécessite l'emploi de faux papiers pour déjouer les contrôles des services de répression. Celle de gauche est établie au nom de Joseph Ponsard, négociant né à Tunis le 16 avril 1910. La Tunisie étant libérée en août 1943, il n'était plus possible pour l'administration vichyste de faire à cette date des vérifications auprès de l'état civil. Celle de droite porte le nom d'Albert Linares, agent commercial, né à Paris le 28 février 1911. À noter le changement de physionomie de Jean-Pierre Levy visible sur la photographie (port de lunettes, coiffure) pour brouiller les pistes suite à son arrestation à Paris le 16 octobre 1943.



Portraits d'Henri Freney

Pour échapper aux recherches, Henri Freney change régulièrement de coiffure, porte des lunettes et se laisse pousser la barbe.



Musée de l'ordre de la Libération-Paris.

à une dénonciation auprès des autorités, susceptible ensuite de déclencher l'ouverture d'une enquête et une perquisition.

Lorsqu'il s'agit d'effectuer une mission, notamment un transport de tracts ou de documents, la menace d'un contrôle est permanente. Les axes les plus fréquentés doivent être évités, tout comportement susceptible d'attirer l'attention doit être banni, le sang-froid le plus total doit être gardé en cas de rencontre inopinée avec un représentant des forces de l'ordre, alors que le moindre mouvement de peur ou de fuite risque d'être immédiatement interprété comme une preuve de culpabilité. La moindre inattention peut avoir des conséquences redoutables, à l'image de ce qui arrive en octobre 1942 à un jeune militant de Franc-tireur effectuant pour son mouvement une liaison entre Lyon et Clermont-Ferrand. Très fatigué, il s'endort dans le train. Réveillé brusquement à la gare, il se trompe de valise avec celle d'un membre du Service d'ordre légionnaire de Vichy, laissant à ce dernier une liste de noms et d'adresses qui allait permettre à la police française de procéder à des arrestations au cours des semaines suivantes⁽⁹⁾. Le fait qu'elles franchissent plus facilement les contrôles, soient moins fouillées que les hommes, et puissent cacher leurs déplacements derrière quelques tâches quotidiennes (le ravitaillement), explique que les femmes ont souvent été investies du rôle d'agent de liaison au sein des organisations résistantes.

La vie quotidienne dans les maquis

La loi sur l'orientation de la main-d'œuvre en septembre 1942, qui entraîne les premières réquisitions, et surtout celle du 16 février 1943, qui instaure le STO, constituent un véritable défi pour la Résistance qui, tout en appelant les jeunes Français à ne pas partir en Allemagne, ne possède ni les moyens ni les structures pour prendre en charge les réfractaires. Beaucoup de jeunes parviennent à trouver une solution individuelle et semi-légale, en se faisant embaucher dans un chantier forestier ou une ferme.



Coll. Fondation de la Résistance - photo Défense de la France.

Mais rapidement, des camps de réfractaires se forment en milieu forestier et montagnard, qui sollicitent l'aide des organisations résistantes locales pour leur venir en aide, comme c'est le cas dans le Vercors, à la ferme d'Ambel en décembre 1942. De ces premiers camps refuges, on passe ensuite au cours du printemps et de l'été 1943 à la naissance des maquis, qui font progressivement l'objet d'un encadrement et d'une militarisation. Ces maquis se caractérisent par une expérience clandestine nouvelle dès lors qu'elle oblige des jeunes souvent d'origines urbaines à s'adapter à une vie rude en milieu rural et montagnard.

«*Vivre au fond des bois n'est ni drôle ni simple et il fallait vraiment être jeune et en bonne santé pour pouvoir tenir le coup*» se souvient Pierre Magadoux, le lieutenant de Guingouin, qui a participé à ses côtés à la construction du premier camp de la Croix-Chevaux en avril 1943⁽¹⁰⁾. La réalité de la vie au maquis est assez éloignée de la vision idéalisée et romantique parfois présentée au sortir de la guerre, qui insiste sur l'esprit d'aventure, l'indépendance et la vie sauvage. Organisés autour d'une sape creusée dans les bois, d'une bergerie abandonnée ou d'un chalet d'alpage isolé, les camps n'offrent que peu de confort. Les branches qui servent parfois de sommiers pour dormir occasionnent des meurtrissures. Alors qu'ils ne disposent souvent d'aucun rechange, les maquisards n'ont d'autre choix que de se coucher avec leurs vêtements humides lorsqu'ils ont été mouillés par la pluie. Le manque de chaussures et leur usure compliquent les marches et les exercices d'entraînement. C'est pour tenter de faire face à ces difficultés que des coups de main sont organisés auprès d'institutions vichystes, comme les Chantiers de Jeunesse, pour s'emparer de leurs stocks de vêtements et de nourriture. Mais seuls les maquis les mieux organisés parviennent à réaliser des prises qui permettent d'équiper correctement leurs hommes. Lors du défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax, les deux cents maquisards présents portent ainsi les blousons de cuir récupérés lors du coup de main organisé quelques semaines plus tôt par leur chef Henri Romans-Petit, contre les entrepôts des Chantiers de Jeunesse à Artemare⁽¹¹⁾.

Parmi les nombreuses contraintes de la vie quotidienne dans les maquis figurent aussi celles liées aux questions de sécurité, qui conditionnent la survie du camp. Il est interdit de faire du feu pour se chauffer car une fumée indique une présence. Les maquisards ne peuvent plus communiquer avec l'extérieur. Dans sa directive du 25 mai 1943, le chef du service national maquis, Michel Brault, précise que celui qui s'engage dans un camp doit «*se soumettre à une discipline très dure*» et «*renoncer jusqu'à la fin de la guerre à communiquer avec sa famille et ses amis*⁽¹²⁾». L'une des règles appliquées dans de nombreux

maquis consiste à donner ses papiers d'identité au chef, pour ne plus pouvoir en disposer librement. Pour beaucoup d'hommes, les premières journées au maquis sont l'occasion de trouver un surnom en fonction de leurs caractéristiques physiques, de leurs habitudes ou de leur comportement. Engagé dans le maquis Guingouin, Henri Nanot devient par dérision «*Chopine*» car il est le seul du camp à ne pas boire d'alcool⁽¹³⁾.

Le déroulement d'une journée quotidienne et l'organisation des activités au maquis répondent à des objectifs différents (entraînement, formation et instruction militaire, tâches collectives nécessaires à la vie du camp) tout en respectant certaines contraintes (absence d'équipements, nécessité de ne pas révéler la présence du camp). Des exercices physiques sont pratiqués pour permettre l'entretien du corps et développer une certaine émulation au sein des groupes. Les maquisards sont aussi soumis à un certain nombre de corvées nécessaires pour l'entretien du camp ou le ravitaillement. Les repas sont composés d'une nourriture toujours irrégulière et déséquilibrée. La personne chargée de les préparer, qui n'a souvent de «*cuisinier*» que le nom, s'efforce de faire avec les moyens dont il peut disposer. Il lui faut souvent faire preuve de la plus grande ingéniosité, en apprenant à utiliser des ersatz, à réutiliser tout ce qui peut l'être, comme les os d'animaux par exemple, qui peuvent donner quelques matières grasses et saveurs à des soupes souvent fades. La consommation de viande est rare. Pouvoir en manger grâce à un animal réquisitionné, fourni par un éleveur ravitaillant le maquis ou tué lors d'un braconnage, constitue un événement dans la vie du camp.

Malgré les séances collectives d'entraînement auxquelles ils doivent participer, beaucoup de jeunes maquisards ressentent à leur arrivée dans un camp une forme d'ennui, que venaient seulement distraire quelques parties de cartes ou veillées. «*Ce n'était pas drôle de tourner en rond dans ces bois, dans cette planque quand on a 22-23 ans [...] les après-midi se traînaient sans fin. Discuter, jouer aux cartes, ça va un moment mais, de ne plus bouger de place, c'est terrible quand on a l'habitude de marcher, de travailler*⁽¹⁴⁾» rapporte Raymond Dumont, l'un des quatre fondateurs du camp de la Croix-Chevaux aux côtés de Guingouin. Cette vie quotidienne difficile n'empêche pas toutefois que se développe aussi un état d'esprit fait de camaraderie, de solidarité et d'une certaine exaltation liée à l'idée de combattre pour libérer la France, le sentiment en quelque sorte de vivre une «*vie inimitable*» pour reprendre l'expression de Yves Pérotin qui participa à l'épopée du maquis du Vercors⁽¹⁵⁾.

Deux membres de Défense de la France juchés sur des bicyclettes lourdement chargées rejoignent le maquis de Seine-et-Oise en août 1944.

Mode de transport le plus utilisé de l'époque, le vélo est une façon pour les résistants de se fondre dans la masse anonyme des Français, tout en leur permettant d'éviter les trajets sur des axes fréquentés, donc plus contrôlés.

Corvée de bois dans un maquisard de l'Ain.

Les difficultés de la vie quotidienne d'un maquisard sont nombreuses : le manque de nourriture et d'équipement, le froid, l'absence d'hygiène sont autant d'épreuves que les plus fragiles ne parviennent pas à surmonter.



Collection privée Pierre Marcault, DfC

Le développement d'une société souterraine en milieu rural

Avec l'essor des maquis se développe en milieu rural une société souterraine complice des maquisards, dont l'aide se révèle indispensable pour la sécurité et la survie des camps. Ces résistants qualifiés de « légaux » ou de « sédentaires » dès lors qu'ils ne vivent pas dans la clandestinité, sont amenés à prendre des risques croissants au fur à mesure que les maquis se développent. Ils orientent les réfractaires vers les camps, fournissent une aide alimentaire quotidienne aux maquisards, stockent chez eux armes et explosifs, accueillent temporairement un groupe cherchant à se cacher alors que le camp a été repéré, hébergent lors de leur convalescence des combattants blessés ou malades (les mauvaises conditions d'hygiène et d'alimentation entraînent de nombreuses maladies dans les maquis, comme la gale ou la dysenterie).

Dans bien des cas, comme le montrent les exemples des Golliet en Haute-Savoie ou des Bourdarias en Haute-Vienne (voir page VI) ce sont des familles entières qui apportent leur aide, où chacun se spécialise selon son âge et son sexe. Le père reçoit les instructions et sert d'interlocuteur principal, la mère s'occupe de préparer les repas (de nombreuses femmes, comme Maria Bourdarias ou Jeanne Golliet, ont reçu à la fin de la guerre le surnom de « mère du maquis »), les filles et jeunes garçons qui n'ont pas encore l'âge de combattre servent d'agents de liaison. Ces « légaux » qui entretiennent des contacts réguliers avec les maquisards doivent multiplier les précautions pour faire en sorte que leurs activités ne soient pas

découvertes, d'autant que les opérations de ratissage menées contre les maquis par les forces vichystes ou allemandes n'épargnent pas les populations civiles. À partir de l'hiver 1944, avec les différentes directives de l'état-major allemand visant à radicaliser la lutte contre les maquis, la répression se durcit à l'égard de toute personne suspectée d'aider les maquisards. Ne parvenant que rarement à les démanteler du fait de leur mobilité, l'occupant cherche par la terreur à couper les maquis des soutiens sur lesquels ils peuvent s'appuyer dans leur environnement local. La découverte lors d'une perquisition d'objets suspects (une veste, une arme, un tract) ont pu avoir pour certaines familles des conséquences dramatiques, provoquant arrestations, déportations et même dans certains cas exécutions sommaires. Ce fut le cas lors des grandes opérations de ratissage menées par les Allemands dans l'Ain (opération *Korporal*), la Haute-Savoie (opération *Hoch Savoyen*) et le Limousin (passage de la colonne Brehmer), au cours desquelles les populations civiles ont payé un prix très lourd.

Pour éviter de compromettre les personnes qui les aident, les maquisards doivent appliquer des règles indispensables chaque fois qu'ils sont en contact avec des « légaux ». Laisser des traces de boues sur le sol en ne se déchaussant pas, multiplier les empreintes de pas aux abords d'une habitation (surtout l'hiver, lorsqu'elles apparaissent très repérables du fait de la neige), ou laisser les marques d'une présence trop visible dans des bâtiments normalement inhabités (une grange annexe, un grenier) peuvent constituer la preuve que des maquisards avaient été hébergés et entraîner arrestations et déportations des civils qui les avaient aidés.

Les relâchements de l'été 1944

À partir du 6 juin 1944, dans l'euphorie qui suit le Débarquement et les débuts de la bataille pour la Libération de la France, des règles entourant l'action des résistants ne seront plus toujours respectées. Désireux de passer à l'action, des résistants sortent de la clandestinité et agissent à visage découvert. Les maquis ne se cachent plus et cessent de vivre à l'écart, dans les montagnes et les forêts, s'installant au cœur de petites communes, parmi les habitants. Les « légaux » et « sédentaires » sortent de l'anonymat, en participant ouvertement à des manifestations patriotiques organisées à l'occasion du passage d'un groupe de maquisards ou de certaines dates symboliques, comme le 14 juillet 1944.

De tels comportements, s'ils illustrent la volonté de participer activement à la Libération du territoire, ont parfois eu des conséquences dramatiques. Dans le Vercors ou le Limousin, la population civile qui avait clairement affiché son soutien aux maquis, paie un prix très lourd aux dernières opérations de ratissage allemande menées en juin-juillet 1944. Jusqu'aux tous derniers jours de l'Occupation, des groupes de résistants sont également tombés parce qu'ils avaient pu faire preuve d'imprudence, comme les 35 jeunes résistants parisiens fusillés à la cascade du Bois de Boulogne, quelques jours avant la Libération de Paris, victimes d'un guet-apens organisé par des Allemands se faisant passer pour des agents anglais leur promettant des armes.

Dans l'immédiat après-guerre, la littérature ou le cinéma auront tendance à présenter une image quelque peu mythifiée de la vie des résistants, qui n'ont pourtant cessé de rappeler dans leurs témoignages combien leur expérience de la clandestinité, malgré quelques moments d'exaltation, avait été très difficile à supporter. Cette expérience particulière, à laquelle ils n'avaient pas forcément été préparés, explique aussi pourquoi le retour à une vie normale une fois la guerre terminée a pu s'avérer compliqué pour certains. ■

(1) Pour en savoir plus sur le sujet :

• Dominique Missika, Dominique Veillon, *Résistances : histoires de familles 1940-1945*, Paris, Armand Colin, 2009.

• Henri Noguères, *La vie quotidienne des Résistants de l'Armistice à la Libération*, Paris, Hachette, 1984.

• Dominique Veillon, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 1995.

(2) Henri Frenay, *La nuit finira, mémoires de résistance 1940-1945*, Paris, éditions Michalon, 2006, p. 105.

(3) Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Paris, Hachette, 1973.

(4) Sur cette entrée du PCF dans la clandestinité, voir Philippe Buton, « Du parti légal à l'organisation clandestine » in Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma (dir.), *Les communistes de Munich à Chateaubriand, 1938-1941*, Paris, ENSP, 1987.

(5) Sur les débuts et la chute du groupe du musée de l'Homme, voir Julien Blanc, *Au commencement de la Résistance, du côté du Musée de l'Homme 1940-1941*, Paris, Seuil, 2010.

(6) Témoignage du colonel Rémy cité in Henri Michel, *Paris Résistant*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 197.

(7) Henri Frenay, *op. cit.*, p. 134-135.

(8) Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France, tome 4, octobre 1943-mai 1944*, Paris, Robert Laffont, 1976, p. 637 (« arrestation de Bingen »). Bingen présente aux Allemands qui le contrôlent une carte au nom de « Chapelier, inspecteur des PTT » et des laissez-passer en règle. Sur sa carte d'identité, le lieu de naissance était Montmédy, alors que sur la carte d'alimentation il était indiqué Lorient.

(9) Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de la Résistance 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977, p. 106.

(10) Pierre Magadoux, *Mémoires*, Limoges, ANACR, 2008, p. 137.

(11) Henri Romans-Petit, *Les Obstinés*, Lille, éditions Janicot, 1945, p. 90.

(12) Cité par François Marcot, « Le Service national maquis » in *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Paris, Belles Lettres, 1996.

(13) Henri Nanot, *Scènes de la vie au maquis*, Saint-Paul, Lucien Souny, 2010.

(14) Raymond Dumont, *Du Limousin au cœur de la forêt noire, parcours d'un résistant de la première heure*. Limoges, ANACR, 2009 p. 87.

(15) Yves Pérotin, *La vie inimitable : dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944*, Grenoble, PUG, 2014.

Voir aussi sur la même thématique Marc Serratrice, *Avoir vingt ans au maquis du Vercors, 1943-1944*, Parçay-sur-Vienne, Anovi, 2014.

La vie de ceux qui aident le maquis *Par Fabrice Grenard*

L'exemple de deux familles de «sédentaires» en Haute-Vienne et en Haute-Savoie permet de comprendre l'importance pour la Résistance de l'aide apportée par la population locale.

Une famille de paysans en Haute-Vienne : les Bourdarias

L'histoire de la famille Bourdarias⁽¹⁾ est indissociable de celle de Georges Guingouin et de son maquis. Léonard, le «père Bourdarias», est né en 1880 à Veix (Corrèze). Après avoir travaillé à Paris comme maçon migrant puis combattu en 1914-1918, il revient dans sa région d'origine, avec son épouse, Maria, épousée en 1905. En 1926, le couple s'installe comme fermiers au Mouret, au sud d'Eymoutiers. Militant communiste, Léonard fait la connaissance en 1935 de l'instituteur Georges Guingouin, qui vient d'être nommé à Saint-Gilles-les-Forêts et devient le responsable du PCF pour le «rayon» d'Eymoutiers. Le fils aîné du couple, Pierre, milite aux jeunesses communistes. En juillet 1940, lorsque Guingouin revient en Haute-Vienne pour jeter les bases de l'organisation clandestine du parti communiste interdit, la ferme des Bourdarias lui sert de base, notamment pour y cacher sa ronéo et réaliser ses premiers tracts. Pierre Bourdarias participe aux équipes chargées de diffuser les tracts dans les communes du canton, par exemple lors des premières foires du printemps 1941. André, le fils cadet, apporte une aide quotidienne à Guingouin en lui servant d'agent de liaison et en lui apportant dans ses différentes caches les repas que lui prépare Maria Bourdarias.

Compromis par leurs activités militantes, Léonard et Pierre Bourdarias sont arrêtés lors d'une rafle effectuée par la police de Limoges en octobre 1941



Georges Guingouin et un groupe de maquisards devant la ferme des Bourdarias, au Mouret.

© Musée de la Résistance, Ville de Limoges.

à la suite d'une dénonciation contre les membres du réseau Guingouin. Si Léonard bénéficie d'un non-lieu, son fils Pierre est condamné à trois ans de prison. Guingouin, qui a échappé à la rafle, continue ses activités clandestines. En avril 1943, il crée le camp de la Croix-Chevaux, au cœur de la forêt de Châteauneuf. Alors que son maquis se développe, la ferme des Bourdarias en devient l'une des principales bases arrière. Elle sert à plusieurs reprises d'hébergement pour des groupes de maquisards obligés de quitter leur camp, notamment au cours de l'hiver 1943-1944, lorsque Guingouin décide de disloquer son maquis du fait des conditions climatiques mais aussi de différentes opérations de ratissage menées dans son secteur. La ferme du Mouret permet également à Guingouin de stocker du matériel dans ses différentes dépendances (étables) ou de bénéficier d'un ravitaillement régulier pour ses hommes. Toujours très accueillante pour les maquisards, Maria Bourdarias sera surnommée la «mère du maquis» en Haute-Vienne après la guerre.

Une famille de la vallée de Thônes en Haute-Savoie : les Golliet

En Haute-Savoie, les Golliet⁽²⁾ incarnent ces familles de sédentaires qui ont apporté une aide à différentes catégories de personnes recherchées sous l'Occupation (Juifs, réfractaires, maquisards). Né en 1888, Alfred Golliet occupe à Thônes le poste de chef de gare. Le couple qu'il forme avec Jeanne élève trois enfants, Pierre (né en 1917), Madeleine (née en 1921) et Jacques (né en 1931). Depuis la suppression en 1930 du tramway reliant Annecy, la gare de Thônes n'est plus qu'une modeste gare routière. Installée en plein centre-ville, elle devient un lieu stratégique sous l'Occupation, permettant de surveiller les allers-et-venues à une période où la quasi-totalité des déplacements se font en transports en commun (les automobiles sont très rares). Une ligne directe reliant les gares d'Annecy et de Thônes et possédant une liaison avec le Central téléphonique de Thônes constitue un moyen de liaison essentiel pour la Résistance. Elle permet d'établir des communications entre Thônes et Annecy mais aussi de répercuter des messages jusque dans les villages et hameaux de la région. Cette ligne téléphonique privée, inconnue des services de police, permet de communiquer librement et d'échapper aux services chargés des écoutes.

La profonde éducation catholique d'Alfred et Jeanne Golliet, dans une région marquée par l'enseignement de François de Sales, fait qu'ils ne refusent jamais d'aider les autres, ce qui les amène à s'engager. Des liens sont noués entre la famille Golliet et François de Menthon, principale figure



Alfred et Jeanne Golliet avec leurs enfants Pierre, Madeleine et Jacques en 1937.

Coll. Famille Golliet

de la Résistance haut-savoyarde, qui effectue de fréquentes visites à Thônes où deux de ses fils sont pensionnaires au collège, que fréquente également le jeune Jacques Golliet. La gare de Thônes devient un point de diffusion de *Liberté*, le journal créé par de Menthon. Informé des dérives de la collaboration et de la politique antisémite de Vichy par leur fils aîné, Pierre, reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1941 et nommé pour son premier poste dans la ville thermale devenue capitale de l'État français, le couple Golliet héberge des Juifs et établit des contacts avec une filière de passage en Suisse quand se développent à partir de l'été 1942 les rafles en zone Sud. Lorsqu'en 1943 les réfractaires commencent à affluer, la gare de Thônes joue un rôle de relais avec les maquis du secteur, y compris pendant la répression qui suit les combats des Glières. Rentrée en avril 1944 de Paris où elle terminait ses études d'infirmière et d'assistance sociale, Madeleine est mobilisée comme agent de liaison et infirmière au sein des FFI, participant à ce titre aux combats de la Libération de la Haute-Savoie. Jeanne Golliet est décorée de la croix de guerre, le 22 octobre 1945. La presse locale rappelle à cette occasion qu'elle a mérité le nom de «mère du maquis». Le couple Golliet est reconnu «Juste parmi les nations» en 1993 par Yad Vashem. ■

(1) Source : Raymond Pataud, *Une famille dans la Résistance : les Bourdarias*, Limoges, ANACR, 2013.

(2) Source : Entretien de Jacques Golliet avec Marina Guichard-Crozet, 7 décembre 2004, Conservatoire d'Arts et d'Histoire, Annecy. Voir également Madeleine Jourdan, *Pour des cerisiers en fleurs : mémoires d'une résistante*.

Les règles de sécurité dans la clandestinité *Par Fabrice Grenard*

Pour tenter d'échapper à la répression, les résistants doivent observer des règles de sécurité très strictes qu'il est parfois difficile de mettre en œuvre dans le contexte de l'Occupation.

Les règles de sécurité de la réunion de l'assemblée constitutive du CNR à Paris le 27 mai 1943

Si elle constitue le symbole de l'unification de la Résistance grâce aux efforts de Jean Moulin, la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), qui s'est tenue dans l'après-midi du 27 mai 1943, illustre toutes les précautions nécessaires pour les rencontres clandestines⁽¹⁾, d'autant qu'elle se tient en plein Paris et réunit autour de Jean Moulin seize des plus hauts cadres de la Résistance, dont certains étaient très recherchés. Le lieu de la réunion n'a pas été choisi au hasard. Par l'intermédiaire de Pierre Meunier, le représentant de Jean Moulin à Paris, René Corbin, un ancien collaborateur de Pierre Cot (comme Moulin et Meunier) a accepté de mettre à disposition son appartement situé au premier étage (« l'entresol ») du 48 de la rue du Four, dans le VI^e arrondissement. La salle à manger est suffisamment grande pour réunir les personnes conviées et permettre qu'une discussion s'y tienne sans être entendue par le voisinage. Une fenêtre de la cuisine offre une possibilité de repli en ouvrant sur le toit d'une cour intérieure. Les participants n'ont pas été informés du lieu précis du rendez-vous. Ils sont pris en charge à leur sortie du métro par trois proches de Moulin. Son secrétaire, Daniel Cordier, guide depuis la station Sèvres-Babylone les chefs des mouvements de zone Sud. Pierre Meunier et Robert Chambeiron, s'occupent des chefs des mouvements de zone Nord, qu'ils retrouvent au métro Saint-Sulpice. Ce n'est qu'en arrivant devant le 48 de la rue du Four que les participants sont avisés de l'adresse et de l'étage où doit avoir lieu la rencontre. Pendant la durée de la réunion, Cordier est posté près d'une cabine téléphonique, à la croisée des rues du Four et de Rennes, avec pour mission de s'y précipiter pour appeler « Rex » au cas où il repérerait le moindre mouvement suspect dans une rue habituellement totalement calme et déserte. Meunier et Chambeiron exercent également une surveillance du quartier en se tenant près de la station Saint-Sulpice. Les trois hommes ne sont pas armés, Moulin ayant préféré une surveillance discrète plutôt que la présence d'un groupe de protection, qui aurait pu attirer l'attention si l'un de ses membres s'était fait prendre avec son arme lors d'un contrôle de routine. Après deux heures de guet, Cordier aperçoit les participants sortir un à un de l'immeuble. Le dernier à quitter les lieux, vers 16 heures, est Jean Moulin, rayonnant, car il sait que la réunion a été un succès pour unifier la Résistance, dans toutes ses composantes, et la placer sous l'autorité du général de Gaulle.



Salle de la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance 48 rue du Four à Paris.

Coll. famille Corbin.

La difficulté d'être un étranger en territoire français

L'une des missions des réseaux consiste à aider des soldats alliés, pris au piège de l'armistice en juin 1940, membres de commandos qui opèrent sur les côtes françaises à partir de 1941, pilotes abattus alors qu'ils survolaient la France. Facilement identifiables à leur physique, leur accent ou leurs vêtements, ils ne peuvent suivre la filière qui leur permettrait de quitter la France qu'avec une aide constante pour qu'ils puissent se fondre dans la population. Cela nécessite des faux papiers (mentionnant par exemple le fait que la personne est sourde et muette), des vêtements civils, des artifices cachant un type physique trop caractéristique. Il faut

également faire prendre en charge ces soldats alliés par des « sédentaires » capables de leur offrir un hébergement temporaire mais aussi une aide dans leurs déplacements. Les mêmes problèmes se posent au sujet des agents des services secrets parachutés dans le cadre de missions du SOE ou de missions interalliées. S'ils ont été formés aux actions spéciales et connaissent les règles de la vie clandestine, ces agents n'en sont pas moins très exposés dès lors qu'ils agissent en territoire étranger. La moindre pointe d'accent peut les trahir, de même qu'une certaine méconnaissance des régions où ils agissent. Pour tenter de surmonter cette difficulté, Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance, a eu l'idée de faire systématiquement accompagner le premier agent anglais parachuté pour son réseau par une jeune fille qui joue le rôle de sa fiancée, parle à



Carte d'évasion en soie

Sur ces foulards de soie reçus par les aviateurs lors de missions en territoires ennemis étaient imprimés des cartes des pays survolés et d'éventuels itinéraires d'évasion. Devenus de véritables talismans pour les aviateurs abattus, il était très difficile pour eux de se séparer de ces foulards-cartes fort compromettants lors de leur exfiltration malgré les demandes insistantes des résistants.

Archives nationales/fonds Charlotte Nadej/72A

sa place et se met à l'embrasser dans les situations les plus compromettantes⁽²⁾. Ces précautions étaient rarement suffisantes. La durée de survie des agents envoyés en France ne dépasse pas quelques mois. Et l'arrestation d'un agent constitue une menace pour les réseaux avec lesquels il travaille car elle provoque souvent des arrestations en cascade. L'un des exemples les plus caractéristiques est celui du démantèlement du

réseau Prosper, qui a pour point de départ l'arrestation le 21 juin 1943 de Pierre Culioli, chef d'une antenne du réseau dans la région Centre, alors qu'il transportait à bord de sa voiture deux agents canadiens. Interrogé lors d'un contrôle de routine, Culioli a dans un premier temps réussi à passer le barrage allemand avant que des policiers n'interrogent ensuite ses passagers, trahis par leur accent. L'arrestation de Culioli sera la

première de toute une série de rafles qui démantèle totalement au cours de l'été 1943 le réseau Prosper que dirige Francis Suttill.■

(1) Source : Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2009, p. 1039-1040.

(2) Source : Marie Madeleine Fourcade, *L'Arche de Noé*, Paris, Fayard, 1968.

Devenir résistant en zone Nord et en zone Sud en 1940-1941

Par Fabrice Grenard

À travers l'exemple de deux pionniers de la Résistance, on s'aperçoit que le passage dans la clandestinité n'a pas forcément été immédiat.

Un pionnier de la Résistance en zone occupée : Boris Vildé

Le linguiste Boris Vildé⁽¹⁾, émigré russe naturalisé français en 1936, dirige le département des civilisations arctiques du musée de l'Homme. Incorporé dans une unité de DCA en 1940, blessé et fait prisonnier dans le Jura, il parvient à s'échapper et à regagner Paris, où il reprend ses activités professionnelles. Il jette dès l'été 1940, avec deux de ses collègues, la bibliothécaire Yvonne Oddon et l'anthropologue Anatole Lewitsky, les bases de l'une des toutes premières organisations de la zone occupée, le groupe du musée de l'Homme. Pour Germaine Tillion, qui se rapprochera de l'organisation à la fin 1940, Vildé est celui qui « pendant la courte période de son activité, avec intelligence, énergie et lucidité [...] a tout créé, tout organisé, tout dirigé dans le néant de juillet 1940 ». Vildé profite de sa situation professionnelle, à la fois pour lui servir de couverture et développer les contacts qui lui permettent d'étendre la toile de son organisation. Son bureau situé dans l'une des ailes du palais de Chaillot lui sert à organiser les premières réunions de son groupe tandis qu'une vieille ronéo installée dans les sous-sols du musée lui permet de tirer ses premières publications clandestines, tracts et papillons d'abord, puis le journal *Résistance*. Vildé peut compter sur le soutien du directeur du musée de l'Homme, le savant Paul Rivet, au courant de ses activités et qui n'hésite pas à lui fournir de l'aide (mise à disposition de stocks de papiers et d'encre). En tant que chercheur, Vildé dispose d'un avantage précieux : il est totalement maître de son temps, peut organiser ses journées à sa guise, effectuer des déplacements dans différentes régions sous la couverture de ses activités professionnelles, en prenant le prétexte de fréquenter certaines institutions intellectuelles (bibliothèques, musées, archives). Cela lui permet d'établir le contact avec d'autres noyaux de résistants qui se constituent à la même période à Paris mais aussi en Bretagne et dans le Nord. Vildé cherche aussi à étendre les ramifications de son organisation en zone Sud. Deux mois durant, de janvier à mars 1941, il sillonne la France de Vichy,

sejoignant à Lyon, Marseille, Clermont-Ferrand, Toulouse, afin d'obtenir des ralliements et d'implanter de nouvelles antennes. De retour à Paris, il est arrêté le 26 mars 1941. Alors que son réseau a été touché en zone occupée par plusieurs vagues d'arrestation, il s'apprêtait à prendre livraison dans un café de la place de la Bastille d'un stock de faux papiers censé permettre aux membres de son organisation de plonger dans la clandestinité.

Un pionnier de la Résistance en zone Sud : François de Menthon

Issu d'une ancienne famille aristocratique, universitaire (professeur d'économie politique à Nancy) et militant catholique (président de l'Action catholique entre 1927 et 1930), François de Menthon⁽²⁾ est blessé au front et fait prisonnier en juin 1940. Il parvient à s'évader de l'hôpital de Saint-Dié en septembre 1940 pour rejoindre la zone dite libre et s'installer dans le château de sa famille qui se trouve sur les hauteurs du lac d'Annecy. C'est depuis ce château qu'il rédige et imprime de façon artisanale en novembre 1940 le premier numéro de *Liberté*, dans lequel il affiche son antinazisme et sa révolte de l'occupation allemande tout en affirmant son soutien à Pétain, susceptible selon lui d'incarner une possible revanche. Nommé professeur à l'université de Lyon, de Menthon profite de ses déplacements professionnels et de sa rencontre avec d'autres universitaires de la zone Sud (Pierre-Henri Teitgen, René Courtin) pour recruter en faveur de son mouvement. Des contacts sont établis avec le chef d'une autre organisation qui s'implante dans le sud de la France, Henri Frenay. Conscients de la nécessité d'unir leurs efforts, ils décident de rapprocher leurs mouvements, qui fusionnent au sein de Combat. Le château des de Menthon a permis l'organisation de nombreuses rencontres entre les deux hommes.



Boris Vildé, linguiste fondateur du réseau du musée de l'Homme.



François de Menthon, juriste et militant démocrate-chrétien, fondateur fin 1940 du mouvement Liberté.

Il accueille également en janvier 1942 Jean Moulin afin de lancer un organisme destiné à préparer l'après-guerre. De Menthon n'agit pas dans la clandestinité. Ses activités sont mêmes connues à Vichy depuis qu'il a été interrogé par le chef des services spéciaux, le colonel Rollin, dans le cadre d'une enquête menée sur le journal *Liberté*. Le 1^{er} mai 1942, à la suite d'un appel lancé par la BBC, de Menthon participe, dans les rues d'Annecy, à une manifestation contre Laval et favorable au général de Gaulle. Il attire alors l'attention des membres du Service d'ordre légionnaire (SOL) qui lui tendent un piège quelques jours plus tard et le plongent dans une fontaine devant la mairie d'Annecy en guise d'avertissement. Cet événement aura d'importantes répercussions en favorisant le basculement en Haute-Savoie d'une population majoritairement catholique qui prend fait et cause pour « le comte » de Menthon, notable local très apprécié. C'est également à la suite de cet incident que de Menthon bascule dans la clandestinité. Il participe en juillet 1942 à Lyon au Comité des experts (le futur Comité général d'études, CGE) dont il a proposé l'idée à Jean Moulin. En juillet 1943, il part pour Londres puis Alger afin d'y présenter les travaux du comité. Il est ensuite nommé commissaire à la Justice au sein du Comité français de la Libération nationale (CFLN).■

(1) Source : Julien Blanc, *Au commencement de la Résistance : du côté du musée de l'Homme, 1940-1941*, Paris, Seuil, 2010.

(2) Source : Laurent Ducerf, *François de Menthon, un catholique au service de la République*, Paris, éditions du Cerf, 2006.